

# L'action socialiste par la paix

Il y a trois ans, dans la série  
des conférences que j'ai faites dans  
l'Amérique latine j'ai beaucoup insisté  
sur la nécessité du maintien de la paix  
pour le développement des intérêts américains.  
L'Europe venait d'être secouée par la crise  
d'Agadir, et l'expédition de l'Italie en  
Libye faisait prévoir de nouveaux  
troubles et de nouveaux ébranlements. Je me  
permettais de dire à mes auditeurs avec  
cette pleine liberté qu'encourageait leur  
courage: Plus que d'autres, vos pays,  
qui sont des pays neufs, ont besoin de la  
paix. Ils ne peuvent vivre et grandir que  
par un perpétuel afflux de travailleurs  
venus du dehors et il faut que ces travailleurs  
puissent coopérer tranquillement, dans



Les vastes domaines au sur les chantiers sans,  
que le cache cap de rivalets nationaux étendus  
les mettent au pite. Voyez quel a été l'effet  
immédial de la guerre hispano-américaine : au lieu de  
et au lieu de se voir pris de querelle sur les  
chantiers. Autant que de main d'œuvre étrangère,  
les pays navent et les pays pour s'entendre par  
mettre en valeur d'immenses territoires de l'Amérique  
s'engager. Si la guerre éclate en Europe au même  
l'état de tension se prolonge le crédit se resserrera  
nécessairement. Les Banques auront les uns de l'autre  
leur réserves pour parer aux difficultés des jours de  
auss aux paniques aux demandes de remboursements  
et l'autre vos entreprises qui reposent sur le crédit (fiduciar)  
et se ne permettraient de durer en conclusion que  
les États de l'Amérique latine devraient mettre un  
terme à des rivalets ne pouvant s'unir par  
faire entendre à l'Europe d'une même voix un  
aider appel en l'absence de la part.

J'aurais pu ajouter (mais c'eût été  
sans doute passer les bornes de la discussion)  
que dans une grande partie de l'Amérique latine  
les entreprises s'occupent de spéculations d'une part  
de spéculation et qu'elles se consignent d'une part  
un lentement à la suite des catastrophes. Par là  
pourrait amener des catastrophes. Par là  
à la campagne comme à la ville



Les prix des terrains étaient poussés si hautement  
de valeur des immeubles montant de produits futurs  
des terres dont des chemins de fer profitaient. Après  
accablèrent la plus valeur étaient les comptes. Que  
le caucase des capitales, l'auréole, c'était la  
dépréciation, c'était la crise, non pas celle  
une crise durable, mais une crise profonde d'activité  
reprenant nécessairement car il y a des pays  
de merveilleuses ressources encore inutilisées. Il per  
exploités et l'Amérique latine peut tirer en  
quelque mesure de l'aveug, car l'aveug ne  
leur manquera pas mais les périodes de dépression  
pouraient être dures à traverser. La guerre  
des Balkans a eu en effet par la suite leur  
augmentation de celles conséquences. Et maintenant  
les passations de la crise savent par une espèce  
directe de quel prix est par est le maintien de  
la part européenne et combien leur responsabilité  
dépend de la marche normale des affaires du monde.  
Historien des hommes d'Etat de la pays ne devraient  
alors voir ces raisons mais voir des horizons  
pour nous. Nous ne sommes pas assez grands  
pour nous l'avons par assez d'autorité pour donner  
nos conseils à l'Europe. Elle se megarant  
de nous. Et même leur rejetas.  
non ceux elle ne s'arrêterait



4 par d'une part de paix venue de van, sans  
l'état présent du monde qui est houle et qui le  
les forces de guerre et les forces de paix sont en balance  
il peut suffire d'un appoint léger pour faire  
pencher en effet la balance dans le sens de la paix. »

Quant à la démarche commune  
de l'Argentine du Brésil et du Chili intervenant  
pour essayer de pacifier le Mexique et d'en établir  
l'intervention armée des Etats Unis vient de prouver  
ce que nous pouvons par l'union sincère des Etats de  
l'Amérique latine. Quel que soit le résultat possible  
de cette médiation, elle a certainement accru l'autorité  
morale des trois Etats latins et s'est faite au  
détriment des autres. Quant à l'Amérique latine  
l'Amérique latine s'exprime au sein des conseils  
d'Europe si elle s'agitait de lui donner des conseils  
de paix. L'Europe d'ailleurs commence à  
comprendre qu'à raison même de l'existence  
croissant des intérêts les crises elles mêmes se  
conjuguent. C'est ainsi que l'Europe vient de  
pratiquer contre la crise économique et  
financière que ses propres spéculations ont déterminée  
en agissant dans le but de l'Amérique latine.  
La guerre des Balkans a agité l'Europe  
par des effets directs et aussi par la  
dée en raison des effets qu'elle a  
produits en Amérique.



Ces impôts la cause périodique des levées qu'on  
ne peut équilibrer qu'en pressurant tous les jours la  
sawantage à l'avance et en appauvrissant la cherté de la vie  
N'en ce sens on peut dire qu'il y a un appel à  
l'épouse, mais à l'épouse qui est pour la  
sécurité comme pour les individus la sécurité de  
même de la vie. Aussi bien les catastrophes que  
provoquent au sein la guerre universelle  
à l'instar qu'il est impossible que l'individu ne soit  
par lui-même à les méditer. Elles menacent  
à terriblement toute civilisation possible que  
l'épouse même ne peut pas mettre que de l'épouse  
dans l'appéhension qu'il en a. C'est pas par  
est autant que les individus s'efforcent, mais par  
la race humaine doit être ne soit plus, dans le  
grand frisson des horreurs présentes, qu'une le  
infirme parcelle. Toute cette qui protège le  
plus contre la criminelle absurdité de la guerre  
contre l'ignorance des destructeurs ou comme leur  
en est bien peu qui ne consentent pas à leur  
peque disparition s'ils voyaient par la guerre  
les peuples de cette épreuve. Contre la mort  
système de l'appel à la violence mais à l'idéal  
non seulement à l'entretien de la vie mais à l'idéal  
d'une vie supérieure. Il s'agit et il s'agit  
les âmes à l'idée des magnifiques triomphe  
que l'homme se permettrait sur  
lui-même sur la part de



1 L'extrême qui culmine en lui s'est posé en à  
réflexion sans effort de sang et sans violence les  
conflits des intérêts et des passions. C'est la  
victoire de la raison. Adieu le socialisme  
l'avènement de l'humanité et l'acte des lois  
banissant toutes de l'énergie humaine parviens  
s'employer ont conquies supérieurs de la religion  
de la justice de la moralité à un perpétuel  
effort de culture. Car la production des  
socialisme contre la ruine à quelque chose de  
religieux, elle se rattache aux plus hautes espérances  
d'avoir l'humanité qui a formé la race humaine  
et qui elle a sa vie. Et l'âme des chrétiens de l'acte ont eurent  
leur vieillesse et l'illumination cathédrale au temple international  
des socialités réunies par affirmer leur commune  
volonté de paix. L'âme s'est permis que nous  
nous dressions rien ne combler le chemin et  
illuminer les vaines, d'un monde qui s'empare  
quel haut idéalisme se mêle à la production  
du socialisme contre la ruine. Et quand nous  
adversaires. C'est pour une contradiction entre  
nous appelés à la paix entre les peuples et nous  
appelés à la lutte sociale. C'est pour nous  
à l'ordre que nous nous appelons la lutte des  
qui instituent la lutte des



S'claire : elle résulte de la structure oculaire de  
 l'œil ; et elle ne prendra fin que lorsque la  
 santé de l'homme sera harmonisée. C'est en vue  
 de cette harmonisation nécessaire que nous  
 justifions la lutte, mais nous voulons en  
 même temps l'harmoniser. Nous voulons que par  
 l'action adoucie de pacifisme, au lieu de  
 plus vaines et par la conquête possible de  
 pouvoir politique démocratiquement organisée  
 travailleurs soient dispensés de la violence. Et  
 une des choses que nous désirons le plus dans la  
 guerre de nation à nation c'est qu'elle contienne  
 en elle une puissance de sauvegarde qui, par  
 une instable contact se communiquant à la  
 lutte sociale dans la paix affirmée, garantisse  
 la révolution sociale même, accomplissant par  
 des moyens et sans des formes dans l'humanité  
 ce qu'elle ne peut accomplir. C'est le sentiment d'ailleurs  
 qu'il faut nous en rendre compte. C'est la liaison de ces  
 vérités que les hommes pensent au socialisme.  
 mais elles savent aussi (et c'est par là que nous  
 l'expliquons) que le socialisme n'est pas la lutte  
 exclusive des intérêts sociaux (et c'est par là que nous  
 nous distinguons en richesses nationales. Et c'est  
 nous souvenant de l'indépendance nationale. Et c'est  
 par là que nous pouvons nous en rendre compte.



l'écriture s'exprimant en formules générales et inefficaces  
c'est un sacré lui-même - point, lui-même et vraiment organisé  
On peut presque dire que la première caractéristique la période  
admette en France c'est le ~~sacré~~ l'intérêt s'agit  
porter le militarisme socialisant à l'organisation de  
la défense nationale. La c'est un mouvement inévitable  
car il est impossible qu'un grand parti demande à  
une nation de transformer ses institutions sociales  
s'il ne l'inspire par en même temps à assurer sa  
personne contre toute intervention extérieure, c'est-à-dire  
violence ou toute menace du dehors. A mesure donc  
que le parti socialiste grandit et est amené à proposer  
puissance se met sur l'instabilité militaire à proposer la  
forme d'armée sur l'instabilité militaire à proposer la  
une démocratie moderne en suite de justice sociale  
deux une Europe encore livrée à l'ancien régime la  
laide l'air à en la Curie à l'ancien effet d'accélération  
dans le parti socialiste dans la classe ouvrière l'ad  
des problèmes militaires. Le parti à l'ancien régime  
lui suffirait par de continuer les mesures rétrogrades  
inspirent et épurants qui venaient d'être improvisés  
main d'œuvre de donner à la nation des  
garanties supérieures de sécurité de la nation des  
d'analyser les termes du problème de l'ancien régime  
dont on attend leur rôle des forces de l'ancien régime  
réfuses quel serait le rôle de l'ancien régime  
travaux à cette recherche un plaisir de l'ancien régime  
pourrait s'apercevoir que l'ancien régime  
canon pour dire qu'il a maintenant  
de la vie militaire l'ancien régime  
de la vie de la classe ouvrière par les



[illegible]

la nation armée  
 d'ennemis invincibles.  
 De même que le parti blanc  
 plan précis d'organisation militaire  
 un plan précis de conduite diplomatique  
 si le vrai dieu d'organisation de la paix  
 la volonté de paix ne servait à rien si l'on ne  
 savait sur quelle base cette paix doit se fonder. Car le  
 de l'archevêque international pour par les capotes  
 serait vain si on ne savait pas de quel principe  
 de droit s'inspire l'empire de la paix. C'est à dire  
 basés sur l'arbitraire de décisions : c'est à dire  
 une autre forme de la violence et les formes de  
 violence les plus brutales et les plus terribles  
 renvoi de la violence juridique d'un  
 simplement pour porter la violence  
 dans la conduite qu'il faut



// les socialistes s'inspirent d'une haute pensée  
de l'ala d'ici vouloir que les peuples de peuple  
qui ont subi les violences de la conquête soient  
dotés de garanties de liberté, d'institution d'autonomie  
qui leur permettent de se développer de pensée d'affaires  
selon leur propre génie sans qu'il soit besoin de  
renoncer au droit de briser par la force les codes, Grèce  
par la force. Ils n'admettent pas que par la  
suite des années si l'Europe soit-elle le droit de  
peuple puisse être prescrit; mais ils prétendent que  
les moyens de revendiquer et de réaliser le droit  
peuvent varier avec les conditions mêmes de la  
civilisation et l'état relative du monde. La  
démocratie est une grande force nouvelle qui  
faucit même aux problèmes nationaux  
solutions nouvelles. Certes les Irlandais, espagnols  
et japonais, affrontés par l'autocratie Anglaise  
et en plus d'une fois recourus à la violence; et  
et un élève de l'attentat //; mais à mesure  
que grandit la démocratie anglaise, le blanc se  
par le fait pour se libérer de recourir à un  
surtoutement national et de se cantonner en un  
Néolithisme républicain. Il lui a suffi pour  
obtenir enfin l'Home rule, d'exercer une



(2) action continue au Danemark en place. Que  
la démocratie se développe en Autriche, et la  
liberté finlandaise se développe en Finlande  
aujourd'hui sera retournée; la Finlande,  
retrouvant sa pleine autonomie dans la  
grande liberté commune ne demandera pas  
rien que de rester associée à l'ensemble de  
des peuples sans devenir un peuple lib. Que  
l'entière démocratie se réalise en Autriche  
Allemagne en Autriche Hongrie et de l'Alsace  
et de la Pologne de la Slovaquie et de la Bohême  
et de la Croatie sans oublier sans que les peuples  
aient de plus les uns sur les autres sans  
qu'appel ait été fait au plaisir de direction  
de l'effort socialiste, dans la grande unité et  
liberté. On peut dire aux autrichiens que  
la solution des difficultés politiques par  
peut être l'Europe et qu'il n'est que la  
plus «nationaliste» des Hongrois les plus chauvins  
le reconnaissant pour les producteurs qu'ils  
en veulent en autriche car prendre l'initiative



Il de la guerre pu' et ne m'édit au... grande,  
et que c'est uniquement dans une perspective pu' et  
et demande la loi de la guerre mais que. Il  
ne dépend pas d'eux si l'Allemagne ne prend  
pas l'initiative d'une action, et autres raisons  
les pénitences et les riches, nous ne sommes pas  
la question de l'Allemagne dans la perspective.  
Avant de l'abandonner et de la voir, avant  
pas d'autre solution que la 1016. de la perspective  
de la guerre et de la guerre civile, nous ne  
sommes.

Notre, deuxième principe, notre deuxième règle  
c'est que l'Europe peut et doit poursuivre son expansion  
économique à travers le monde sans perturber  
à l'indépendance des États sans violer les populations  
doivent la communauté comme l'épave. Par la suite  
le Turc, ce sera par conséquent comme nous  
un accord; ce sera mieux que par la suite  
lente l'étendue de l'Asie mineure les vivants  
autres des gouvernements européens. De même  
en essayant de démembrer le Ching ce sera  
par conséquent comme nous le Ching  
arrêter la formation d'un grand agglomération  
qui cherche à s'adapter aux



16 (M)  
l'ambition de voir le monde moderne! C'est  
avoir un formidable conflit entre les divers  
ambitions européennes. A l'apogée le monde  
le plus moderne en apparence pour les appétits im-  
patiens, c'est de dépenses, c'est de conquêtes, c'est  
d'ambitions. Il est en sa marche parant plus  
malade de s'acharner à une langue et  
lente réhabilitation économique et de développer  
avec lui les peuples des relations d'affaires.  
sans les ambitions sans la effete. Mais si  
cette tâche est plus difficile, elle est plus  
haute et plus sévère. C'est être la prudence  
se mettre à l'école de la politique. Il  
semble à plus d'un symptôme que le gouvernement  
les plus mégalomane s'effraient du péril  
d'une trop vaste expansion de puissance. Il y a  
sans doute entre la domination, annexion  
des territoires, l'extension des préférences, des  
des efforts d'influence et d'instruction des  
peuples rassemblés à une occupation de conquête  
c'est pour un peuple multiplier sa surface  
internationale.



11 Le mieux est, et c'est le bon sens qui  
propose par la sécularité, de ne pas en  
entretenir des peuples européens par une  
libre association des efforts industriels, commerciaux  
et financiers qui tendent à un meilleur  
aménagement de la planète. Pas de protection  
exclusives par des monopoles : mais une coopération  
où chaque puissance nationale donne une  
part d'influence proportionnée à son effort  
vers à la formation de capitaux, à la formation de  
travail qui se décide à engager dans  
l'entreprise. Il pourra y avoir tout cela  
pour certaines difficultés s'expliquent cela  
vraiment : mais c'est tout méconnu par l'existence  
l'absence d'un principe. Et dans  
l'ensemble, il se fera un principe. Et dans  
la protection et de donner libre jeu à tous  
les pouvoirs et anciens de production. De  
même que la démocratie le capitalisme



16 a des ressources de sa plume de sa force  
de continuer qui rendent possible et même assure  
la solution de bien des problèmes. Au fond  
l'orgueil et l'égoïsme dirigent le peuple  
plus que l'intérêt. Sans certaines règles d'équité  
les intérêts se peuvent accomplir et ils ont  
une limite naturelle à leur puissance parce  
qu'il y a une limite à leur impatience et  
au contraire l'orgueil de domination est  
inextinguible, et l'effet du servilisme est  
de l'éliminer des choses humaines.

On voit par là que la critique est absente et  
même la critique est une force positive et  
active et négative. La critique de problèmes et  
l'autre à la fois. Cette critique et celle  
positive, acte d'opposition et acte d'approbation  
et c'est la source de la réaction de ces  
de sa propre. Il apparaît de plus en plus  
comme la solution unique et si l'on aime  
mieux, comme le seul système de solution  
la science de la science



1) radical, car qu'il n'a pas d'induction  
c'est qu'il ne peut pas coordonner sa  
action selon un plan déterminé, vers un but défini  
à l'avance, et à une force de démocratisation  
est une force d'œuvre, et en lieu de points  
son effort peut coïncider avec celui de  
l'induction. Mais il n'y a rien d'assuré dans  
la marche et cette coïncidence n'est qu'un  
elle se produit, et toute extrême. De là pour  
nous en commun l'impossibilité de  
prévoir et de définir, quelle que soit la  
situation politique présente. Les élections de mai  
ont montré que certainement à gauche il y a eu une  
partie à gauche. La partie scindée a pu  
les considérations démocratiques s'entendent avec  
plus de netteté. On pourrait dire  
que les deux parties de gauche travaillent  
à la réalisation de la partie commune de  
leur programme. On peut se demander  
maintenant, deux fois après l'élection  
s'il ne vaut pas se heurter



[illegible]



19 L'ensemble de la vie sociale semble se diviser  
et va vers à la fois la décadence et à la fois la renaissance  
dictée par des motivations qui pressent le grand  
saut formidables : motivations extérieures, motivations  
intérieures. Il faut qu'il assure sa indépendance  
et son indépendance contre toute la menace extérieure  
sans voler au secours de son idéal de paix sans compromettre  
sa développement de civilisation. Il faut qu'il  
conserve son ser lui-même, le respect le plus  
formidables qu'il ait pour son propre même  
au lendemain de la guerre. Il faut qu'il  
et cela sans aller vers les forces productives  
et sans nuire aux centres importants de la vie  
sociale. Car les motivations ne sont pas au dessus  
des forces de la vie qui abonde et ressource  
d'après de l'avant et de l'avenir. Mais il  
faut qu'il grand idéal, lumineux et changeant  
ordonne et rassemble ces énergies  
haute au dessus de toutes les pensées



70 C qui par le jour de l'écriture de  
l'année comme son le mode est à l'usage  
son autre et depuis et continué par le  
idéal. Il est appelé à devenir de plus  
en plus le centre vivant de la démocratie  
l'humanité dans l'influence morale sur  
l'Europe que par la (philosophie) des grands  
profès de la paix.

Stas Jaurès



UNION SPECIAUX BERLIN  
LONDRES  
ADRESSE PARIS (2<sup>e</sup>) : 142, Rue Montmartre  
ADRESSE TELEGRAPHIQUE : HUMANITE-PARIS  
TELEPHONE : GUTENBERG : 02-57  
PUBLICITE ANNONCES  
142, Rue Montmartre, 142

# Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Fondateur : JEAN JAURES

Le journal HUMANITE est vendu en Belgique 0.50

## ABONNEMENTS

	1 an	6 mois	3 mois	1 mois
Paris	18 fr.	9 fr.	5 fr.	1 fr. 50
Province	21 fr.	10 fr. 50	5 fr. 25	1 fr. 75
Union postale	21 fr.	10 fr. 50	5 fr.	1 fr.

## UN ARTICLE INEDIT DE JAURES

### L'Action Socialiste pour la Paix

[C'est un hasard qui fait que nous puissions aujourd'hui publier un article de Jean Jaures, deux mois après la disparition de notre ami. Écrit pour une revue étrangère qui disparaît avant d'en faire la publication, il était revenu en la possession de Jaures, et nous l'avons retrouvé parmi les papiers qu'il a laissés.]

Nos lecteurs l'accueilleront avec pitié, comme l'une des dernières expressions de la pensée de notre maître disparu. Chez ceux qui étaient nos adversaires, il ne suscitait aucun sentiment d'inquiétude. Certes il contenait des parties de polémique, au reste courtoise et mesurée, comme elle l'était toujours chez Jaures, mais l'union réaliste aujourd'hui dans la nation n'en aurait été atteinte, et il suffirait de se replacer à l'époque où ces lignes furent tracées pour que nul ne s'en puisse sentir troublé.

C'est, en effet, entre le 2 et le 5 juillet que l'article fut écrit. A cette date, rien ne faisait prévoir la brutale rapidité des événements qui allaient déclencher la guerre sur l'Europe. Cependant les esprits étaient préoccupés et le génie de Jaures, plus que tout autre, s'efforçait d'appréhender l'avenir, de calculer le devoir du socialisme en face des problèmes qui se posaient. Ce vaste coup d'œil qui permettait à Jaures de dominer de haut ces problèmes, nos lecteurs vont le retrouver ici. Comme se renouvelait en eux la conviction du rôle bienfaisant et immense que Jaures eût joué, pour le bien de la France et de l'humanité, au milieu des redoutables événements où se débattaient en ce moment les peuples !

Qui donc pourrait médire encore de l'admirable volonté qui faisait rechercher par notre ami les solutions réparatrices du droit ? Quelle flamme d'amour, passionnée pour la France démocratique, pour son renom dans le monde, dans l'affirmation d'allier le souci de la paix et le souci de l'indépendance nationale !

Et même, si les événements ont pris un cours qui ne se prévoyait pas alors, pense-t-on qu'il ne recueillerait pas un jour où les nobles colonnes qui menaient Jaures devaient animer de nouveaux les nations européennes ? Mais pourquoi insister ? Il y a trois mois à peine, Jaures écrivait :

« Parmi ceux qui protestent le plus contre la criminelle absurdité de la guerre, contre l'épouvante des destructions organisées, il en est bien peu qui ne consentiraient pas à leur propre disparition s'ils pouvaient par là sauver les peuples de cette épreuve. »

La mort de Jaures n'a pas sauvé les peuples de l'épreuve ; c'est pourtant servir sa mémoire que de faire entendre encore cette grande voix qui travailla pour la paix jusqu'au dernier souffle, et dont le silence devient un deuil pour le monde.

## L'HUMANITE

Il y a trois ans, dans la série des conférences que j'ai faites dans l'Amérique latine, j'ai beaucoup insisté sur la nécessité du maintien de la paix pour le développement des intérêts américains. L'Europe venait d'être secouée par la crise d'Agadir, et l'expédition de l'Italie en Tripolitaine faisait prévoir de nouveaux troubles et de nouveaux ébranlements. Je me permettais de dire à mes auditeurs, avec cette pleine liberté qu'accusait leur courtoisie :

« Plus que d'autres, vos pays qui sont des pays neufs, ont besoin de la paix. Ils ne peuvent vivre et grandir que par un perpétuel afflux de travailleurs venus du dehors, et il faut que ces travailleurs puissent coopérer tranquillement, dans les vastes domaines ou sur les chantiers, sans que le contre-coup de rivalités nationales exacerbées les mettent aux prises. Voyez quel a été l'effet immédiat de la guerre tripolitaine : ouvriers italiens et ouvriers turcs se sont pris de querelle sur les chantiers. Autant que de main-d'œuvre étrangère, les pays nouveaux ont besoin pour s'outiller, pour mettre en valeur d'immenses territoires, de capitaux étrangers. Si la guerre éclate en Europe, ou même si l'état de tension se prolonge, le crédit se resserrera nécessairement. Les banques auront besoin de toutes leurs réserves pour parer aux difficultés des jours de crise, aux paniques, aux demandes de remboursement, et toutes vos entreprises qui reposent sur le crédit fléchiront. » Et je me permettais de dire, en conclusion, que les Etats de l'Amérique latine devraient, mettant un terme à des rivalités secondaires, s'unir pour faire entendre à l'Europe, d'une même voix, un ardent appel en faveur de la paix.

J'aurais pu ajouter (mais ce fut éternel sans doute passer les bornes de la discrétion) que dans une grande partie de l'Amérique latine les entreprises d'avenir se compliquaient d'une fièvre de spéculation et qu'un brusque arrêt ou même un ralentissement sensible des concours extérieurs pouvait amener des catastrophes. Partout, à la campagne comme à la ville, les prix des terrains étaient poussés furieusement. La valeur des immeubles montait. Le produit futur des terres dont des chemins de fer projetés ou espérés accroissaient la plus-value était escompté. Que le courant des capitaux s'arrêtât, c'était la dépréciation, c'était la crise, n'en pas certes une crise durable, mais une crise profonde. L'activité reprendrait nécessairement, car il y a dans ces pays de merveilleuses ressources encore inexploitées et peu exploitées, et l'Amérique latine peut vivre en quelque mesure sur l'avenir, car l'avenir ne lui manquera pas, mais les périodes de dépression pouvaient être dures à traverser. La guerre des Balkans a eu en effet pour la République Argentine de cruelles conséquences. Et maintenant les pays latins de la bas savent par une expérience directe de quel prix est pour eux le maintien de la paix européenne, et combien leur prospérité dépend de la marche normale des affaires du monde.

Plusieurs des hommes d'Etat de ces pays me disaient alors : Vous avez rai-

son, mais vous êtes trop ambitieux pour nous. Nous ne sommes pas assez grands, nous n'avons pas assez d'autorité pour donner des conseils à l'Europe : elle se moquerait de nous. Et moi, je leur répondais : « Non certes, elle ne se rirait pas d'une parole de paix venue de vous. Dans l'état présent du monde, qui est trouble et mêlé, les forces de guerre et les forces de paix sont en balance, il peut suffire d'un appoint léger pour faire pencher en effet la balance dans le sens de la paix. »

Aussi bien la démarche commune de l'Argentine, du Brésil et du Chili intervenant pour essayer de pacifier le Mexique et d'en écarter l'intervention armée des Etats-Unis vient à prouver ce que pourraient par l'union sincère les Etats de l'Amérique latine. Quels que soient les résultats positifs de cette médiation, elle a certainement accru l'autorité morale des trois Etats latins, et peut-être ne me dirait-on plus aujourd'hui, à Buenos-Ayres, que l'Amérique latine s'exposerait aux railleries de l'Europe si elle s'avisait de lui donner des conseils de paix. L'Europe d'ailleurs commence à comprendre qu'à raison même de l'enchevêtrement croissant des intérêts, les crises elles-mêmes se compliquent. C'est ainsi que l'Europe vient de pâtir du contre-coup de la crise économique et financière que ses propres agitations ont déterminée ou aggravée dans les Etats de l'Amérique latine.

La guerre des Balkans a agi sur l'Europe par des effets directs et aussi par le choc en retour des effets qu'elle a produits en Amérique.

Le monde est donc préparé, sous les dures leçons de l'expérience, à entendre des conseils de sagesse. Et le Parti socialiste recueille de plus en plus dans tous les pays le bénéfice de son action persévérante en faveur de la paix. C'est là à coup sûr une des raisons de la victoire remportée aux élections d'avril et de mai par le socialisme français qui a conquis quatre cent mille suffrages nouveaux et porté de 70 à 101 le nombre de ses représentants à la Chambre.

Ce qui rend cette action socialiste pour la paix éminente et prenante, c'est qu'elle met en jeu toutes les forces de la nature humaine, depuis l'instinct élémentaire de conservation en ce qu'il a de légitime et nécessaire jusqu'au plus sublime idéalisme. Certes, les socialistes ont beau jeu à démontrer les horreurs de la guerre moderne, à évoquer des champs balkaniques les meurtres et le typhus qui firent plus que décimer les masses armées. Ils ont beau jeu à prévoir les conséquences horribles qu'aurait une grande guerre européenne mettant aux prises des millions d'hommes et déchaînant des puissances de destruction dont on peut en quelque mesure calculer les effets, les ruissellements d'infection dont les effets sont incalculables. Ils ont beau jeu aussi à dénoncer les charges croissantes de la préparation à la guerre, l'accumulation des impôts, la crise périodique des budgets qu'on ne peut équilibrer qu'en pressurant tous les jours davantage le travail et en aggravant la cherté de la vie. Et en ce sens on peut dire qu'ils font appel à l'égoïsme, mais à cet égoïsme qui est pour les sociétés comme pour les individus la sauvegarde, même de la vie. Aussi bien les catastrophes que provoquerait aujourd'hui la guerre universelle sont si vastes qu'il est impossible que l'individu ne s'oublie pas lui-même à les méditer. Elles menaceraient si terriblement toute civilisation que l'égoïsme même ne peut pas mépriser que de l'égoïsme dans l'appréhension qu'il en a. Ce n'est pas pour eux sur tout que les individus s'effraient, mais pour la race humaine dont ils ne sont plus, dans le grand frisson des horreurs pressenties, qu'une infime parcelle.

Parmi ceux qui protestent le plus contre la criminelle absurdité de la guerre, contre l'épouvante des destructions organisées, il en est bien peu qui ne consentiraient pas à leur propre disparition s'ils pouvaient par là sauver les peuples de cette épreuve. Contre la mort systématique le socialisme fait appel, non seulement à l'instinct de la vie, mais à l'idéal d'une vie supérieure. Il s'élève et il émeut les âmes à l'idée du magnétique triomphe que l'homme remporterait sur lui-même, sur la part de bestialité qui subsiste en lui s'il parvenait à régler sans effusion de sang et sans violence les conflits des intérêts et des passions. Ce serait la victoire de la raison. Ce serait vraiment l'avènement de l'humanité, et toutes les forces bouillonnantes de l'énergie humaine pourraient s'employer aux conquêtes supérieures de la science, de la justice, de la moralité, à un perpétuel effort de culture. Par là, la protestation du socialisme contre la guerre a quelque chose de religieux : elle se rattache aux plus hautes espérances d'avenir fraternel qu'a formées la race humaine et qu'elle a souvent prolongées au-delà même de la vie. Et lorsque les chrétiens de l'ère ont ouvert leur vieille et illustre cathédrale au Congrès international des socialistes réunis pour affirmer leur commune volonté de paix, lorsqu'ils ont permis que nos rouges drapeaux viennent combler le chœur et illuminer les voûtes, ils ont montré qu'ils commençaient à avoir haut idéalisme se mêle à la protestation du socialisme contre la guerre. Et quand nos adversaires croient saisir une contradiction entre nos appels à la paix, entre les peuples et nos appels à la lutte sociale, ils se méprennent à fond sur notre pensée. Ce n'est pas nous qui instituons la lutte des classes. Elle résulte de la structure

## La Situation générale reste satisfaisante

### L'ACTION CONTINUE A SE DEVELOPPER VERS LE NORD

(Communiqué officiel, 30 septembre, 15 h.)

## A NOTRE AILE GAUCHE

Au nord de la Somme, l'action continue à se développer de plus en plus vers le nord.

Entre l'Oise et l'Aisne, l'ennemi a prononcé une vigoureuse attaque sur Tracy-le-Mont, au nord-est de la forêt de Laigue ; il a été repoussé avec de fortes pertes.

## AU CENTRE

Accalmie sur tout le front qui s'étend de Reims à la Meuse.

Entre Argonne et Meuse, nous avons légèrement progressé.

En Woëvre, violents combats. Nos troupes ont avancé sur plusieurs points, notamment à l'est de Saint-Mihiel.

## A NOTRE AILE DROITE

Lorraine et Vosges, pas de modifications.

(Communiqué officiel, 30 septembre, 23 h.)

La situation générale est satisfaisante.

Aucune modification sensible de front, sauf en Woëvre méridionale, où nous avons occupé Seicheprey et poussé jusqu'aux ponts du Rupt de Mad.

## L'IMPUISSEANCE

DES CONTRE-ATTQUES ALLEMANDES

Le Daily Mail publie la dépêche suivante sur les opérations en date de lundi :

Sentant que leur situation devenait de plus en plus critique sous la pression des armées alliées, les Allemands ont essayé de nous arrêter par des contre-attaques répétées. Depuis samedi, ils se sont livrés jour et nuit à de fréquentes et violentes attaques sur plusieurs points de notre

actuelle des sociétés ; et elle ne prendra fin que lorsque la société elle-même sera transformée. C'est en vue de cette transformation nécessaire que nous systématisons la lutte. Mais nous voulons en même temps l'humaniser. Nous voulons que par l'action ordonnée de groupements ouvriers (troupes plus vastes et par la conquête graduelle du pouvoir politique démocratiquement organisé les travailleurs soient dispensés de la violence. Et une des choses que nous détestons le plus dans la guerre de nation à nation, c'est qu'elle contient en elle une puissance de sauvagerie qui, par une inévitable contagion se communiquerait à la lutte sociale. Dans la paix affirmée, garantie, la révolution sociale même s'accomplirait par des moyens et sous des formes dont l'humanité n'aurait pas à rougir. C'est le sentiment croissant que les masses de ces vérités et de la liaison de ces vérités qui les amène peu à peu au socialisme.

Mais elles savent aussi (et c'est par là encore que s'explique le succès du Parti socialiste français aux élections récentes) que ce souci de la paix n'exclut rien, ne diminue en rien, dans le socialisme, le souci de l'indépendance nationale. Et ce n'est pas, si je puis dire, un souci théorique, s'exprimant en formules générales et inefficaces, c'est un souci très positif, très précis et vraiment organique. On peut presque dire que ce qui caractérise la période actuelle en France c'est l'intérêt que portent le prolétariat, le socialisme, à l'organisation de la Défense nationale. C'était un mouvement inévitable, car il est impossible qu'un grand parti de masse dans une nation de transformation se laisse aller à l'indifférence pour les institutions sociales s'il ne s'invite pas en même temps à assurer son indépendance contre toute intervention extérieure, contre toute violence ou toute menace du dehors. A mesure donc que le Parti socialiste grandit il est amené à préciser ses vues sur l'institution militaire, à proposer la forme d'armée qui lui paraît le mieux convenir à une démocratie moderne en quête de justice sociale dans une Europe encore livrée à tous les hasards. La loi de trois ans a eu ce curieux effet d'accélérer dans le Parti socialiste, dans la classe ouvrière, l'étude des problèmes militaires. Le Parti a compris qu'il ne lui suffirait pas de critiquer, mais qu'il devait encore donner à la nation des garanties supérieures de sécurité. De là, la nécessité d'analyser les termes du problème, de préciser quel était aujourd'hui le rôle des forces de caserne, le rôle des réserves, quel rôle devait être celui de demain. Le prolétariat trouvait à cette recherche un plaisir de critique. Il pouvait juger avec son bon sens, avec la connaissance directe qu'a maintenant de la vie militaire tout citoyen-soldat. Il ne s'étonnait pas de constater l'esprit de routine et de déshérence qui envahit les grands organismes d'une nation quand ils ne se renouvellent pas aux forces vives de la pensée nouvelle, de l'idéal nouveau. Et il trouvait en même temps un plaisir intellectuel très vif à modeler l'idée de l'institution militaire et la Défense nationale sur les conditions mêmes de la vie moderne. Le jour où les états-majors transformés se rendront compte de cet état d'esprit nouveau et se prêteront en toute sincérité à l'organisation de la nation armée, ils seront soutenus par des énergies innombrables.

JEAN JAURES.

[Nous publierons demain la seconde partie.]

La "Vorwärts" définitivement supprimé

Amsterdam, 30 septembre. — On annonce de Berlin que le Vorwärts est définitivement supprimé.

front. Partout ils ont été repoussés avec des pertes considérables, en abandonnant derrière eux des milliers de cadavres et de blessés. Le 8<sup>e</sup> corps d'armée et la garde ont été particulièrement éprouvés et un grand nombre de prisonniers sont tombés entre nos mains.

Il y a lieu de remarquer qu'une grande proportion de ces prisonniers se sont rendus volontairement, bien qu'ils eussent pu s'échapper s'ils l'avaient voulu. Il semble que les soldats allemands n'aient plus maintenant aucun doute sur la façon dont ils seront traités en captivité.

## L'ARMEE DU KRONPRINZ

Le Daily Telegraph publie une lettre d'un de ses correspondants en France en date du 21 septembre. Elle apporte de curieux détails sur le rôle joué pendant la première partie de la campagne de France par l'armée du prince héritier.

La première armée allemande qui ait été complètement battue sur le territoire français est celle du prince héritier. Cette défaite a sauvé Paris. Et cette importante nouvelle est restée secrète jusqu'à présent. Au moment de leur victoire, les Français ne se rendant pas compte de l'étendue des dommages qu'ils avaient infligés à l'ennemi, ils ne prétendirent même pas avoir remporté une victoire et, dans le rapport officiel, il n'est question que d'un succès sans résultat. En réalité, ils avaient écrasé la fleur de la puissance militaire allemande.

Contrairement à l'impression générale, les grandes batailles livrées autour de Paris ne dépendaient pas par la défaite du général von Kluck. Les mécomptes de cet officier général ont eu pour cause directe la retraite de l'aile gauche allemande, dans la nuit du 6 au 7 septembre. Le mystère dont étaient entourés les mouvements des armées allemandes s'évanouit, maintenant que l'on sait que le principal corps de l'armée du kronprinz s'est retiré, pendant cette nuit, à 40 kilomètres en arrière. Une retraite comme celle-là équivaut à une déroute.

## "PEUPLE ET KAISER"

En un langage d'ailleurs courtis, M. Alfred Capus discute dans le Figaro mon dernier article. Le spirituel auteur, qui a depuis peu abandonné la comédie à aduler pour la grande politique, a découvert que les journaux socialistes a commentaient une campagne pour amener l'opinion française à distinguer entre le peuple allemand et le kaiser. Jamais, depuis le premier jour de la guerre, nous n'avons manqué de faire cette nécessaire distinction. J'aurais pu notre interprète à tous lorsqu'il l'exprima avec une si profonde émotion le 4 août, devant le cercueil de Jaures — émotion que M. Barrès déclarait alors partager. Chacun de nous l'a faite depuis chaque jour.

M. Capus prétend que cette distinction « sophisme aujourd'hui », n'aura de sens que lorsque le peuple allemand se sera insurgé contre le kaiser, le jour où il aura prononcé son absolu divorce d'avec ses criminels gouvernants.

Voilà du moins un terrain sur lequel nous nous mettrons facilement d'accord. Comme M. Capus, nous pensons que le peuple allemand ne pourra pleinement répudier toute solidarité dans le crime effroyable de la guerre actuelle qu'en se soulevant contre les Hohenzollern et en faisant justice de l'impérialisme et du militarisme prussien. C'est ce geste qu'attend de la nation allemande la conscience de la démocratie européenne.

Mais c'est pour le lui rendre possible, pour le préparer que nous flétrissons ceux qui voudraient renouveler contre elle le crime commis contre nous-mêmes, il y a quarante-quatre ans, ceux qui, en votant au démembrement l'Allemagne, adoptèrent les principes mêmes de M. de Bismarck et proclamèrent cyniquement que la force prime le droit.

A cet égard, M. Capus paraît mal informé. Est-ce à dire, écrit-il, que même en rêve, on puisse avoir le dessein d'empêcher soixante-cinq millions d'individus de vivre à l'état de nation, comme se l'imaginent notre distingué confrère de l'Humanité, M. Jean Longuet ?

Quelle folie et qui y songe ? Qui aurait la prétention de disperser sur la terre ou de supprimer cette énorme masse humaine d'une si forte cohésion ?

Qui y songe, monsieur Capus ? Mais tous les éminents interprètes de la pensée de vos milieux : M. Barrès comme M. de Mun, M. Charles Maurras comme M. Latapie, M. Judet comme M. Hugues Le Roux, l'Echo de Paris comme le Gaulois, le Matin comme la Liberté, la Libre Parole comme l'Action Française.

Le sceptique écrivain figariste ne peut évidemment comprendre leur point de vue forcé. Il ne comprend pas davantage l'absolue opposition de nos « réalistes » à nos « socialisants » et des robustes idéalistes d'entre-Manche.

Il y a quelques jours encore, le Times, tout conservateur unioniste qu'il soit, proclamait la divergence des deux conceptions. C'était son correspondant militaire, le colonel Repington, que personne ne prendra certes pour un « humanitaire démocrate », qui répondait dans un de ses savants articles au journal conservateur russe le Novoye Vremia. Celui-ci, dont le point de vue est — naturellement — celui de M. Barrès ou de M. Maurras, reprochait à l'Angleterre de poursuivre le renversement du militarisme prussien et non l'écrasement complet de l'Allemagne. Et le colonel Repington répond :

Ecraser le militarisme allemand, mettre un terme à un système qui a si longtemps chargé et opprimé l'Europe nous donnera tout ce que nous pourrions légitimement désirer. Pour écraser l'Allemagne comme nation, nous devrions ou tuer tous les Allemands ou occuper leur pays d'une manière permanente et nous ne voulons pas substituer une tyrannie à une autre.

Voilà ce qu'écrivait l'écrivain le plus militaire, dans le journal le plus conservateur d'Angleterre. Le contraste entre ces idées et celles que nous lisons chaque jour, fera ressortir l'opposition fondamentale des deux conceptions de la guerre.

Jean LONGUET.

CE JOURNAL NE DOIT PAS ÊTRE CRIÉ

## L'ACTION DES RUSSSES Unique Question

En Prusse orientale

### LES RUSSSES PRENNENT VICTORIEUSEMENT L'OFFENSIVE CONTRE LES ALLEMANDS

Pétrograd, 30 septembre. — (Communiqué de l'Etat-Major du généralissime.) — Le 27 septembre, les troupes russes, après des combats acharnés, se sont emparées des positions allemandes près d'Augustow et de Kopytzevo.

Le 29 septembre, elles ont occupé les défilés des lacs dans la direction de Sanno, Seret et Leipung.

L'ennemi a été repoussé vers Suwalki, Seini et Mariampol et l'offensive russe continue.

L'artillerie de siège allemande a continué le bombardement d'Ossocetz sans succès.

Dans le rayon de Sehtschoutschin, aux environs d'Ondreiczen, on signale de petits engagements.

## UN MOT DU GENERAL RENNEKAMPF

Rome, 30 septembre. — Le général Rennekampf, suivant un rapport du quartier général russe, a promis à ses officiers et à ses soldats qu'ils passeraient la Noël à Berlin.

## En Galicie

(Communiqué officiel, 30 septembre, 15 h.)

Des tentatives de sortie de la garnison de Przemyśl ont échoué. Les armées autrichiennes continuent à battre en retraite en désordre, perdant de nombreux prisonniers, des canons et du matériel.

Au sud d'Oujok, sud de Przemyśl, dans les Karpathes, un détachement russe a défait une brigade hongroise et pénétré en Hongrie.

## DEFAITE DE L'ARRIERE-GARDE AUTRICHIENNE

Pétrograd, 29 septembre. — (Communiqué du grand état-major.) — Le 28 septembre, dans la région d'Ossocetz, Drouk-Keniki et Simno, les troupes russes ont livré des combats violents aux Allemands.

Une nouvelle tentative de l'ennemi, pour traverser le Niemen, a échoué.

Un combat acharné s'est livré pour la possession des débouchés septentrionaux des forêts d'Augustow. Cette ville a été réoccupée par les troupes russes.

En Galicie à l'ouest et près de Douklo, l'arrière-garde autrichienne a été défaite.

Une colonne autrichienne se repliant a abandonné ses canons et 400 camions.

Dans la région de Krosno, les troupes russes ont fait 200 prisonniers, appartenant à 22 régiments différents.

Les routes au-delà de Sanok sont couvertes de fusils, de cartouches et de convois abandonnés.

## LA MARCHÉ VERS CRACOVIE

Pétrograd, 30 septembre. — La rivière Dunatz, vers laquelle les Autrichiens opèrent leur retraite, est le dernier obstacle à l'avance russe vers Cracovie. — (L'Information.)

## LES ALLEMANDS AU SECOURS DES AUTRICHIENS

Petrograd, 29 septembre. — Les Allemands fortifient les hauteurs dans le sud du gouvernement de Kielce dominant les frontières de Silésie et de Galicie, évidemment pour couvrir la marche des troupes allemandes se rendant par la Silésie au secours des Autrichiens qui défendent Cracovie. On s'attend donc à ce que des combats violents se produisent bientôt dans cette région.

## LES PERTES AUTRICHIENNES

Londres, 30 septembre. — On télégraphie de Stockholm au Daily Telegraph : Les défaites écrasantes que les Russes ont infligées aux Autrichiens sont attestées par les chiffres suivants : Jusqu'à jeudi dernier, les pertes autrichiennes s'élevaient à 150.000 tués et 300.000 blessés. Il y avait en outre 200.000 prisonniers, 900 canons ont été pris.

## LES HOSTILITÉS AUSTRO-SERBES

## REPRISE DE SEMLIN PAR LES SERBES

Belgrade, 29 septembre. — Après un combat sanglant, les troupes serbes ont repris Semlin, assurant en même temps une offensive ultérieure.

## ENORMES PERTES AUTRICHIENNES

Nich, 28 septembre. — Sur le front Drina-Chabatz, les troupes serbes ont repoussé, le 25 septembre, les attaques de l'ennemi vers Paratchitsa. Les pertes des Autrichiens sont énormes.

Dans la nuit du 25 au 26 septembre, l'ennemi a tiré quelques coups de canon sur le pont de la Save et sur les quais avec les pièces d'artillerie des monitors.

On ne signale rien d'important sur le reste du front.

## UN COMMUNIQUÉ ALLEMAND

## LES OPERATIONS MILITAIRES

Londres, 30 septembre. — Une dépêche d'Amsterdam donne le communiqué suivant du grand état-major allemand, en date du 24 septembre, soir :

Sur l'aile droite, en France, la bataille est indécise.

Entre l'Oise et la Meuse, l'action est généralement calme.

L'armée opérant contre les forts de la Meuse a repoussé un nouvel assaut des Français de Verdun et de Toul.

L'artillerie de siège a ouvert le feu, hier, sur quelques forts d'Anvers.

L'assaut des forces belges contre la ligne d'attaque a été repoussé.

Sur le théâtre de la guerre, à l'est, les assauts des Russes, dans la province de Suwalki, ont échoué.

La grosse artillerie a commencé hier le bombardement d'Ossocetz.

## Aux Vendeurs de "l'Humanité"

Aujourd'hui, nous continuerons à recevoir les inscriptions pour la vente du journal de demain en grande banlieue et à Paris.

On peut s'inscrire jusqu'à cinq heures du soir.

La confiance en la vaillance, en la fortune de nos armées se traduit de toutes parts par un désir, par une volonté de renouveau de l'activité nationale. A Paris chacun recherche déjà quels travaux pourraient être entrepris, quelles industries pourraient s'exercer comment le chômage pourrait être atténué.

Albert Thomas revenant de sa tournée dans le Nord nous disait hier comment en chaque ville, en chaque canton l'activité industrielle et commerciale renaissait dès le lendemain de l'évacuation allemande. Industriels et ouvriers n'y pensent qu'à mener plus activement l'exploitation des houillères et à préparer la campagne sucrière.

Reflet de l'opinion publique ; mais moins qu'elle retenue par les réalités immédiates la presse pousse plus loin ses spéculations d'avenir.

Elle en est déjà à la conclusion de la paix comme si de longs mois pour le moins d'une guerre acharnée ne nous en séparait. Elle en discute les conditions.

Chacun bien entendu a, non comme Verlot son siège, mais sa paix faite, et remplaçant les soldats du jeu de guerre par des diplomates, fait son jeu de paix qu'il dirige et fait aboutir à son gré.

Le nationaliste réduit l'Allemagne à n'être plus que la Prusse telle qu'elle était après l'ena.

Le démocrate, surtout s'il est socialiste, est plus généreux, est de meilleure composition. Nous-nous pas tous dit que nous faisons la guerre à l'empire et non au peuple allemand ?

Il est vrai que les propriétaires, soldats de l'Allemagne dont nos abus trouvaient les poitrines et dont nos baïonnettes déchiraient les plaies, n'en sont pas convaincus.

La réalité, comme toujours, ne obéit pas à nos idées qu'elle devrait au contraire déterminer et façonner pour leur donner une valeur plus positive.

Mais il n'est guère plus possible de prédire ce que, quand elle viendra, sera la paix, que de dire avec l'idéalisme doctrinaire et le mysticisme romantique ce qu'elle « devrait être », si elle se faisait suivant nos fantasmes ou rêves contradictoires.

Tout au plus, à mon avis, peut-on, suivant l'hypothèse réalisable de certains faits et événements, prévoir les directions suivant lesquelles la guerre peut céder la place à la paix.

Etant données les conditions de la guerre actuelle, la volonté résolue et certaine des alliés, et la nécessité, d'ailleurs l'impérialisme allemand, comme il ne peut être anéanti que par la destruction de l'empire féodal et n'itariste des Hohenzollern, cet empire sans aucun doute, s'il dure jusqu'à la paix subira la dure loi du vainqueur. Nous-mêmes dans cette hypothèse improbable aurions peut-être à redouter que fût dépassée la mesure, dans l'intérêt de la paix ultérieure.



PARIS SPÉCIAUX : BERLIN  
LONDRES  
ADRESSE PARIS (21) : 142, Rue Montmartre  
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITE-PARIS  
TÉLÉPHONE : AUTENBERG : 02-57  
02-58  
PUBLICITÉ ANNONCES  
142, Rue Montmartre, 142

# Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Fondateur : JEAN JAURÈS

Le Journal HUMANITÉ est vendu en Belgique 0,15  
ABONNEMENTS  
Sans frais dans tous les pays de l'Europe  
1 an 12 fr. 60  
6 mois 6 fr. 30  
3 mois 3 fr. 15  
1 mois 1 fr. 05  
Etranger  
1 an 15 fr. 00  
6 mois 8 fr. 00  
3 mois 4 fr. 00  
1 mois 1 fr. 50

## UN ARTICLE INÉDIT DE JAURÈS

### L'Action Socialiste pour la Paix

II

(Voici la seconde partie de l'article de Jaurès sur l'Action Socialiste pour la Paix. Elle n'est pas moins profonde et intéressante que la première. Toute l'analyse sur les principes de droit de la politique internationale est de celles qui devront inspirer non seulement le socialisme, mais les gouvernements et les nations, même dans la période terrible que nous traversons, si nous ne voulons retourner à la barbarie de l'arbitraire, et nous voulons conserver, vivantes en nous pour ainsi dire, les dernières paroles de Jaurès : Le socialisme doit rester à la centre vivant de la démocratie française, dont l'influence morale sur l'Europe sera par là fortifiée, au grand profit de la paix.)

Remercions les pays latins d'Amérique et l'Amérique elle-même, d'avoir donné à notre Jaurès l'occasion, recueillie par nous, de se faire entendre une dernière fois.

L'HUMANITÉ.

De même que le Parti socialiste apporte un plan précis d'organisation civile, il apporte un plan précis de conduite diplomatique et si je puis dire, d'organisation de la paix. Affirmer la volonté de paix n'est servir à rien, si l'on ne sait sur quelles bases cette paix doit reposer. Parler de l'arbitrage international pour tous les conflits serait vain si on ne savait pas de quels principes de droit doivent s'inspirer les arbitres. Ce serait le hasard et l'arbitraire des décisions : c'est-à-dire une autre forme de la violence, et les formes de violence les plus brutales ne tarderaient pas à renaître de ce désordre juridique. Dans le jugement qu'ils portent sur les événements, dans la conduite qu'ils conseillent, les socialistes s'inspirent d'une triple pensée. D'abord ils veulent que les violations de peuples qui ont subi les violences de la conquête soient dotées de garanties de liberté, d'institutions d'autonomie qui leur permettent de se développer, de penser, d'agir, selon leur propre génie, sans qu'il soit besoin de remanier ou de briser par la force les cadres créés par la force. Ils n'admettent pas que par la suite des années, si longue soit-elle, le droit des peuples puisse être prescrite; mais ils pensent que les moyens de revendiquer et de réaliser ce droit peuvent varier avec les conditions mêmes de la civilisation et l'état politique du monde. La démocratie est une grande force nouvelle, qui fournit même aux problèmes nationaux des solutions nouvelles. Certes, les Irlandais, opprimés, expropriés, affaiblis par l'aristocratie anglaise, ont eu plus d'une fois recours à la violence; ils ont multiplié « les attentats »; mais enfin à mesure que grandit la démocratie anglaise, l'Irlande n'a pas besoin pour se libérer de recourir à ce soulèvement national et de se constituer en un Etat politiquement séparé. Il lui a suffi pour obtenir enfin le Home Rule, d'exercer une action continue au Parlement anglais. Que la démocratie se développe en Russie, et les libertés finlandaises seront rétablies; la Finlande, retrouvant sa pleine autonomie dans la grande liberté commune ne demandera pas mieux que de rester associée à l'immense vie du peuple russe devenu un peuple libre. Que l'entière démocratie se réalise en Russie, en Allemagne, en Autriche-Hongrie, le problème de la Pologne, le problème de la Bohême-Moravie et de la Croatie sont résolus sans que les peuples aient été jetés les uns sur les autres, sans qu'appel ait été fait au glaive. La direction de l'effort socialiste, dans le monde entier, est très nette. On peut dire avec certitude que la solution des difficiles problèmes qui posent sur l'Europe et qu'elle n'est que la. Les plus « nationalistes » des Français, les plus chauvins, le reconnaissent puisqu'ils déclarent qu'ils ne veulent en aucun cas prendre l'initiative de la guerre, qu'ils ne méditent aucune « revanche », et que c'est uniquement dans une pensée défensive qu'ils ont demandé la loi de trois ans. Mais qu'il n'y a pas de doute, si l'Allemagne ne prend pas l'initiative d'une agression, les années passeront, les générations et les siècles passeront sans que le problème de l'Alsace-Lorraine soit posé. Ce serait donc l'abandon éternel s'il n'y avait pas d'autre solution que la force. Le progrès de la démocratie et du socialisme ouvre seul une issue.

Notre deuxième principe, notre deuxième règle, c'est que l'Europe peut et doit poursuivre son expansion économique à travers le monde sans porter atteinte à l'indépendance des Etats, sans violenter les populations. La sagesse le commande comme l'équité. Partager la Turquie, ce ne sera pas seulement commettre un attentat; ce sera mettre aux prises dans toute l'étendue de l'Asie-Mineure, les rivalités aiguës des gouvernements européens. Démembrer ou essayer de démembrement la Chine, ce ne sera pas seulement commettre un crime, arrêter la formation d'un grand organisme qui cherche à s'adapter aux conditions de vie du monde moderne; ce sera ouvrir un formidable conflit entre les diverses ambitions européennes. A coup sûr le procédé le plus commode en apparence, pour les appétits impatients, c'est de dépecer, c'est de conquérir, c'est d'asservir. Il est ou du moins il paraît plus malaisé de s'astreindre à une longue et lente pénétration économique, et de développer avec tous les peuples des relations d'affaires sans les brutaliser, sans les offenser. Mais si cette tâche est plus difficile, elle est plus haute et plus féconde. Peut-être la pru-

dence se mettra-t-elle ici du côté de la justice. Il semble, à plus d'un symptôme, que les gouvernements les plus mégalomanes s'effraient du péril d'une trop vaste expansion de puissance. Etendre dans le monde entier sa domination, annexer des territoires, instituer des protectorats, définir des sphères d'influence si strictement closes qu'elles ressemblent à une occupation de conquête, c'est, pour un peuple, multiplier sa surface vulnérable.

Le mieux est, et c'est la troisième règle proposée par les socialistes, de négocier une entente des peuples européens pour une libre association des efforts industriels, commerciaux et financiers qui tendent à un meilleur aménagement de la planète. Pas de protection exclusive, pas de monopole; mais une coopération où chaque groupement national aura une part d'influence proportionnée à son effort réel, à la somme de capitaux, à la somme de travail qu'il est décidé à engager dans l'entreprise. Il pourra y avoir, sur tel ou tel point particulier, difficulté d'appliquer cette règle, mais c'est la précision qu'interviendra l'arbitrage, dirigé par un principe. Et dans l'ensemble il sera aisé de concilier toutes les prétentions et de donner libre jeu à toutes les forces réelles et sincères de production. De même que la démocratie, le capitalisme a des ressources de souplesse, des facilités de combinaison qui rendent possible et même aisée la solution de bien des problèmes. Au fond, l'orgueil et l'ignorance divisent les peuples plus que l'intérêt. Sous certaines règles d'équité les intérêts se peuvent accommoder, et il y a une limite naturelle à leurs prétentions, parce qu'il y a une limite à leur importance réelle. Au contraire, l'orgueil de domination est intraitable, et l'effort du socialisme est de l'éliminer des choses humaines.

On voit par la combien est absurde de dire que le socialisme est une force purement critique et négative. En tout ordre de problèmes, il y fait à la fois œuvre critique et œuvre positive, acte d'opposition et acte d'organisation. Et c'est là, sans doute, la raison décisive de ses progrès. Il apparaît de plus en plus comme la solution unique, ou, si l'on aime mieux, comme le seul système de solutions.

La faiblesse de la démocratie radicale, c'est qu'elle n'a pas de doctrine, c'est qu'elle ne peut pas coordonner son action selon un ferme dessein, vers un but défini. A coup sûr, étant une force de démocratie, elle est une force d'avenir, et en bien des points son effort peut coïncider avec celui du socialisme. Mais il n'y a rien d'assuré dans sa marche et cette coïncidence même, quand elle se produit, est toute éphémère. De la pour nous en ce moment l'impossibilité de prévoir et de définir quelle sera demain la situation politique française. Les élections dernières ont marqué certainement ce qu'on appelle « une poussée à gauche ». Le Parti socialiste a grandi; le radicalisme démocratique s'est affirmé avec plus de netteté. On pouvait croire que les deux partis de gauche travailleraient à la réalisation de la partie commune de leur programme. On peut se demander maintenant, deux mois après les élections, s'ils ne vont pas se heurter.

Le Parti socialiste s'est-il donc rendu coupable d'intransigeance? A-t-il émis la prétention scélérate que le parti radical aille au-delà de son propre programme? Pas le moins du monde. Il n'a cessé de dire qu'il ne demandait aux radicaux, pour les soutenir à fond, que d'appliquer leur programme à eux. Ils ont cru un moment que la politique claire et forte voulue par le pays allait s'engager; et quand le ministère Ribot a été renversé le jour même où il s'est présenté devant la Chambre, par les votes concordants des socialistes et des radicaux, les socialistes ont salué d'acclamations confiantes la victoire de la gauche. Par malheur les radicaux ont manqué de confiance en eux-mêmes. Sur la question du retour à la loi de deux ans ils ont bécoté, ils ont abandonné leurs affirmations du Congrès de Pau; ils y ont substitué, dans la déclaration du ministère Viviani approuvée par eux, les formules les plus dilatoires et les plus décevantes. Il est vrai qu'ils ont essayé ensuite de se ressaisir, et qu'ils ont envoyé siéger à la commission de l'armée des adversaires déclarés de la loi de trois ans. Mais ces problèmes immenses veulent être abordés avec résolution et avec foi. Comment la nation aura-t-elle confiance dans un système démocratique de défense nationale, si ceux-là mêmes qui ont pris l'engagement de le réaliser semblent pris de doute et voués à toutes les hésitations et à toutes les contradictions? Les problèmes qui posent la France sont formidables : problèmes extérieurs, problèmes intérieurs. Il faut qu'elle assure son indépendance et son intégrité contre toutes les menaces extérieures sans voiler son idéal de paix, sans compromettre son développement de démocratie. Il faut qu'elle comble, dans son budget, le déficit le plus formidable qu'elle ait jamais connu, même au lendemain de la guerre franco-allemande, et cela sans accabler ses forces productives et sans renoncer aux œuvres urgentes de progrès social. Tous ces problèmes ne sont pas au-dessus des forces de la France, qui abonde en ressources d'argent, de travail et de génie. Mais il faut qu'un grand idéal, lumineux et chaud, ordonne et passionne

## Attaques allemandes

### AUTOUR D'ANVERS

Anvers, 30 septembre. — (Officiel.) — L'artillerie allemande a continué pendant la journée le bombardement des forts de première ligne de la partie sud de la position.

Les ouvrages ont peu souffert et continuent à disposer de leurs moyens d'action. Entre la Senna et l'Escaut, aucun mouvement de l'infanterie ennemie ne s'est produit.

Dans le secteur compris entre l'Escaut et la Senna, des attaques audacieuses et violentes ont été repoussées par les Belges, qui soutenaient efficacement l'artillerie des forts.

Les pertes allemandes ont été proportionnées à la témérité de leurs tentatives. Signalons aussi un mouvement offensif peu important vers Termonde, accompagné d'une canonnade à grande distance, sans effet appréciable sur les détachements de nos troupes qui en défendent les débouchés.

Entre la Dendre et l'Escaut, aucun incident à signaler.

En résumé, malgré la violence du bombardement, les résultats pour les Allemands sont loin d'être en rapport avec l'effort produit. Le moral des troupes belges reste excellent et leur sang-froid est admirable, comme le prouve l'énergie qu'ils ont montrée à repousser avec un plein succès toutes les attaques de l'infanterie allemande.

LES BELGES RÉOCCUPENT MALINES

Anvers, 30 septembre. — Les Belges ont réoccupé Malines.

Les Allemands ont recommencé aujourd'hui le bombardement de Liège et de Heyst-op-den-Berg.

ATTITUDE VEXATOIRE DES ALLEMANDS

Ostende, 30 septembre. — On annonce que M. Max, bourgmestre de Bruxelles, n'a pas encore été remis en liberté.

Une démonstration pour protester contre son arrestation a eu lieu lundi.

Les Allemands ont adopté une attitude plus vexatoire encore à l'égard de la population de Bruxelles. Ils ont fait défilé des prisonniers belges dans les rues de la capitale, entre deux rangées de soldats, et arrêté les spectateurs qui protestaient.

Une autre dépêche annonce qu'à Liège, les Allemands font des réquisitions de toutes sortes.

PONTS SUR LA MEUSE

Londres, 1<sup>er</sup> octobre. — Le Daily Express publie une dépêche de Gand disant que les Allemands ont construit cinq grands ponts sur la Meuse, entre Givet et Namur.

## DANS L'AFRIQUE DU SUD

DEUX POSTES ALLEMANDS SURPRIS

Pretoria, 1<sup>er</sup> octobre. — (Officiel.) — Des détachements des forces de l'Union ont surpris deux postes allemands, dont l'un près de Groenpost, à l'est de Luderitz, et l'autre près d'Anichab, à 25 milles au nord de Luderitz. Cinq Allemands ont été faits prisonniers. Un de ces derniers était mortellement blessé. Les Anglais n'ont subi aucune perte.

ces énergies, les hausse au-dessus des difficultés passagères. Ce qui fait la force du socialisme, en France comme dans le monde entier, c'est que son action est dirigée et animée par un idéal. Il est appelé à devenir de plus en plus le centre vivant de la démocratie française dont l'influence morale sur l'Europe sera par là fortifiée, au grand profit de la paix.

JEAN JAURÈS.

## Le Cas du Général Percin

Le général d'Amade a écrit au général Percin la lettre suivante :

Mon Général,  
Les rumeurs malveillantes et mensongères auxquelles vous faites allusion, dans votre lettre du 28 août, sont en effet parvenues à mes oreilles. On a fait courir le bruit que vous vous seriez suicidé et, comme cela ne suffisait pas, on vous aurait en outre fusillé.

A-t-il besoin de vous dire que personne, du moins personne de sensé, n'a accordé le moindre crédit à de pareilles sottises. Elles donnent plutôt la mesure du dévergondage d'imagination et de la méchanceté de ceux qui les répandent dans le public; elles donneraient aussi la mesure de la bêtise de ceux qui les croient. Enfin, elles désignent au mépris public ceux qui veulent profiter des événements actuels pour faire rumeur, entre Français, de vieilles querelles éteintes.

Je vous ai vu plusieurs fois à Arras ou à Lille. Ce fut toujours pour rendre hommage à votre dévouement et à l'esprit de devoir patriotique qui vous avait ramené sous les drapeaux.

Votre bonne volonté dépassait même vos forces physiques, et vos 68 ans pouvaient être une difficulté, pour l'accomplissement d'une tâche devant laquelle de plus jeunes auraient reculé.

Au moment où je préparais la défense de Lille et faisais affluer dans cette ville tous les dépôts armés de la 1<sup>re</sup> région, j'ai tout venir de Douai le général Hermant. Celui-ci exerça, sous vos ordres, les fonctions spéciales de commandant de la défense de Lille. Ensuite, faisant appel à votre haute compétence technique, M. le ministre de la guerre vous désigna, avec votre agrément et après m'avoir chargé de vous consulter, pour exercer les fonctions d'inspecteur général des formations d'artillerie de la réserve et de l'armée territoriale. Voilà tout l'historique de vos fonctions, pendant ma période de commandement.

A aucun moment, la moindre défaillance n'a pu vous être reprochée. Je le proclame bien haut, et cette affirmation doit mettre vos légitimes scrupules en paix absolue, vis-à-vis du devoir accompli.

Général A. D'AMADE

CE JOURNAL NE DOIT PAS ÊTRE CRIÉ

## LA SITUATION DE NOS TROUPES

### Nous progressons sur les ailes

(Communiqué officiel, 1<sup>er</sup> octobre, 5 h.)

Pas de modification dans la situation d'ensemble.

Nous avons progressé cependant à notre gauche au nord de la Somme et à notre droite en Woëvre méridionale.

(Communiqué officiel, du 1<sup>er</sup> octobre 23 h.)

Ce soir rien de particulier à signaler, sauf dans la région de Roye où une violente action a heureusement tourné pour nous, et dans l'Argonne où nous avons fait quelques progrès.

L'impression générale est satisfaisante.

DES « TAUBEN » A COMPIEGNE

Deux « Tauben » ont été aperçus, hier, dans la région de Compiègne, par un de nos avions qui leur a donné la poursuite et les a obligés à rebrousser chemin.

POURQUOI ILS SE CRAMPONNENT A LEURS RETRANCHEMENTS

On lit dans le Times du 29 septembre :

Les raisons pour lesquelles les Allemands cherchent à se cramponner à leurs retranchements sont évidentes. Ils ont un long chemin à parcourir pour se replier jusqu'à la zone d'origine convenable et ils ne pourront le faire qu'à un prix élevé et peut-être désastreux. Mais un motif bien plus puissant est que s'ils commencent à reculer, la France sera bientôt débarrassée des troupes allemandes et que la vérité sur leur grand échec ne pourra pas être cachée plus longtemps au public allemand.

Chaque nation a la presse qu'elle mérite. L'Allemagne s'est contentée longtemps d'une presse « muette » à l'arrière, et il est évident qu'à l'heure de son amère humiliation, quand ses rêves de conquête mondiale se sont évanouis pour toujours, le gouvernement allemand a trompé le peuple, par l'intermédiaire des journaux obscurs. Il ne saurait le faire continuellement, et quand l'Allemagne se réveillera et constatera que Paris et la France sont hors de son atteinte, l'heure du châtiement sonnera. Ce réveil aura lieu très prochainement.

LA BAIONNETTE ET L'EAU

Un des plus brillants faits d'armes de la guerre a été la sortie de Verdun dont il a déjà été fait mention dans les communiqués officiels. Plusieurs centaines de blessés français qui ont été envoyés dans une ville du voisinage sont arrivés couverts de boue de la tête aux pieds.

L'attaque, dit l'un d'eux, fut extrêmement violente. Nos soldats chargèrent à la baïonnette d'une telle manière que l'ennemi fut immédiatement découragé; le temps était effroyablement mauvais; nous combattions sous l'averse qui durait déjà depuis plusieurs jours.

En outre, nous avions ouvert les réservoirs de la ville et l'ennemi était littéralement noyé. Nos munitions et nos combattants dans un véritable marais, ainsi que nos vêtements le prouvent. Pour les hommes cela n'avait pas trop d'importance, mais pour la fameuse artillerie lourde des Allemands, c'était une autre affaire. Nous avons vu beaucoup de pièces destinées à la 1<sup>re</sup> armée allemande qui étaient si profondément enlisées dans la boue qu'elles n'ont jamais pu être retirées depuis. — (Daily Mail.)

## LE NEUTRE

Je n'avais jamais si bien saisi la valeur de ce mot que depuis le moment où tant de gens, d'une même catégorie, dans tous les partis, à l'étranger, se sont par lui définis et caractérisés. Il y a une différence essentielle entre le pays qui contre l'assailant défend son indépendance ou sa neutralité comme la Belgique, ou la fait respecter comme la Suisse, et l'individu qui autant par égoïsme que par incapacité intellectuelle et morale hésite entre toutes les causes, toutes les opinions, et ne se détermine jamais que quand son intérêt personnel lui paraît être en jeu.

Quand un bandit assaille un citoyen paisible, le témoin qui reste passif argue de sa neutralité. Il n'est pas assez informé pour se décider. Comment d'ailleurs un homme aussi avisé pourrait-il se risquer à témoigner des sympathies à l'un plutôt qu'à l'autre, alors qu'il ne sait pas s'il est le plus fort?

Partout, comme en ce cas, ne considérant le bien ou le mal que pour l'utilité qu'il en peut retirer, le neutre est moralement indifférent.

Au moment de dire ce que j'en pense, le souvenir que je chassais de ma pensée, tant il m'était désagréable, me revient, qu'il y a encore des citoyens qui, sans paraître apercevoir la contradiction, se déclarent à la fois neutres et socialistes.

Mais sans m'en occuper davantage, je laisse à leurs réflexions le soin de les avertir, souhaitant qu'alors ils choisissent et cessent d'être neutres pour redevenir socialistes.

Tous les hommes, d'ailleurs, en ce cas, des divers partis ne sont pas embarrassés de répondre aux questions et reproches. Leur neutralité, c'est sagesse et impartialité. Ils méprisent le simplisme de ceux qui luttent pour une cause, pour leurs idées. Ils se glorifient d'être, à leur exclusion, les protagonistes des plus pures doctrines. Et pour l'honneur et le respect de la doctrine, ils concluent que, pour l'instant, ignorant qui a tort ou raison et ne pouvant dire, tant qu'il ne l'a pas avoué, que Guillaume est coupable, il serait téméraire de se prononcer, et que le sage ne peut mieux faire que de s'abstenir et de rester neutre.

A son discours et mieux encore à sa mine se trahit ce qu'il fera ce neutre, quand le sort aura prononcé. Alors il se décidera. Toutes les considérations, si nécessaires la veille, seront devenues vaines; plus besoin d'enquête pour connaître la vérité; comme le fer à l'ai-

LE RAVITAILLEMENT DE L'ARMÉE ALLEMANDE

On dit que la pénurie d'approvisionnement commence à se faire sentir dans l'armée allemande. — (Daily Mail.)

TERRIBLES SOUFFRANCES DES TROUPES ALLEMANDES

Des soldats sont devenus fous

Rotterdam, mardi. — J'ai appris de source privée de Berlin qu'avant la retraite sur la frontière de l'ouest, l'intendance allemande s'était effondrée complètement et que pendant une quinzaine de jours la majorité des troupes n'avait eu comme vivres que du pain et de l'eau. Leurs souffrances ont été indicibles et un grand nombre s'est trouvé dans un tel état nerveux qu'on a dû les transporter dans des hôpitaux où beaucoup sont devenus fous.

New-York, mardi. — On attache ici beaucoup d'importance aux messages de T. S. F. que M. Karl Von Wiegand, représentant de la presse unifiée à New-York. M. Von Wiegand déclare que les soldats allemands sont très impressionnés par les souffrances qu'ils ont à endurer et l'agonie des blessés qu'il est impossible de secourir. Une quantité énorme de blessés a dû être sacrifiée par suite du manque de médicaments.

Les blessés qui arrivent à Berlin déclarent que les conditions sur le front sont terribles. Ils décrivent les batailles comme les plus acharnées qu'ils aient jamais eues dans l'histoire. Ce n'est que la nuit qu'il est possible d'enlever les blessés et alors si nous faisons le moindre bruit un feu rapide commence immédiatement contre nous.

## Le troisième fils du Kaiser serait mort à Bruxelles

Lyon, 1<sup>er</sup> octobre. — Plusieurs journaux ont annoncé que le troisième fils du kaiser aurait été tué à Bruxelles.

Nous croyons savoir que la nouvelle serait exacte. Le prince Adalbert aurait succombé à la suite d'une blessure causée par un projectile allemand.

L'autopsie du corps aurait été pratiquée par le médecin du roi Albert, le docteur Lepage, qui aurait été assisté par des médecins allemands.

Le prince Adalbert-Ferdinand-Berengard-Victor était né au Marmont-Palais, près de Potsdam, le 14 juillet 1884. Il était capitaine à la suite du 1<sup>er</sup> régiment de la garde à pied, du régiment de grenadiers numéros 4 et du 1<sup>er</sup> régiment de landwehr des grenadiers de la garde et son lieu de garnison était Kiel.

## EN ALLEMAGNE

LE « VOLK » INTERDIT

Amsterdam, 1<sup>er</sup> octobre. — La circulation du journal socialiste *Her Volk* (Le Peuple), organe central du Parti socialiste hollandais, a été interdite en Allemagne.

ED. VAILLANT.

« L'Homme enchaîné » est suspendu

Nous avons annoncé que M. Clemenceau dont le journal *L'Homme libre* a été supprimé a fait paraître un nouveau journal : *L'Homme enchaîné*.

On annonce de Bordeaux que le deuxième numéro de ce nouvel organe, qui portait d'ailleurs dans sa manchette : adresse, *L'Homme libre*, a été dès son apparition, suspendu pour une semaine.

On sait que nous n'avons jamais professé ici une sympathie bien vive pour M. Clemenceau, qui, d'ailleurs, lorsqu'il était « le maître » ne ménagea pas toujours les « hommes libres » et même les « enchaînés » quelquefois, mais pour le principe impérieux de la liberté de la presse et pour le droit d'écrire qui doit être entier en régime républicain, nous regrettons l'une et l'autre des mesures coercitives qui viennent d'être prises à l'égard de ce journaliste.

LES ÉLECTIONS SUÉDOISES

67 SOCIALISTES ELUS

Stockholm, 30 septembre. — Les élections pour la seconde Chambre sont terminées. Elles ont donné les résultats suivants :

Socialistes : 67 ; parti de la défense nationale avant tout : 86 ; libéraux : 57. Les socialistes seront donc la parti le plus important à la Chambre.

La Chambre actuelle comprend : 73 socialistes, 86 du parti de la défense nationale avant tout et 71 libéraux.

Aux Vendeurs de « l'Humanité »

Aujourd'hui, nous continuerons à recevoir les inscriptions pour la vente du journal de demain en grande banquette et à Paris.

On peut s'inscrire jusqu'à cinq heures du soir.

## La Marche des Russes

### LA RETRAITE ALLEMANDE

Pétrograd, 1<sup>er</sup> octobre. — Les blessés arrivés à Pétrograd rapportent que le combat de Dronskikh a été extrêmement sanglant.

Les Allemands y ont perdu plus de vingt mille hommes, dont le Niemen a charrié les cadavres.

La retraite allemande a été rendue très pénible par les pluies; qu'on avait détrempé les routes; de nombreuses batteries sont restées embourbées.

En Calicie

PRZEMYSL VA ÊTRE COMPLETEMENT INVESTI

Pétrograd, 1<sup>er</sup> octobre. — Les messages de l'Armée dit qu'un cercle de fer de troupes russes enveloppe Przemyśl qui va être complètement investi.

Les journaux rapportent que le gouvernement allemand a proposé à la Russie, par l'entremise des États-Unis, d'échanger les prisonniers; mais la Russie a refusé.

BATAILLE IMMINENTE DANS LA RÉGION DE CRACOVIE

Rome, 1<sup>er</sup> septembre. — On mande de Pétrograd au Giornale d'Italia qu'une grande bataille est imminente dans la région de Cracovie entre les Russes et les troupes austro-allemandes; les forces russes s'élèveraient à un million d'hommes avec une puissante artillerie, sous le commandement des généraux Roushki, Brusilov et Dimitriev.

Quatre corps bavarois et saxons renforcés les troupes autrichiennes pour tenter d'empêcher les Russes d'envahir la Silésie.

Les forces austro-allemandes sont placées sous le commandement du général Hindenburg, rappelé de la Prusse orientale.

## LES SOCIALISTES AU COMBAT

SEPTIÈME LISTE

NOS MORTS

Maurice Boulanger, de la section du Pecq, soldat au 308<sup>e</sup> régiment d'infanterie, tué à Spionin, le 24 août.

Charles Tritsche, de la section du Vésinet (Seine-et-Oise), caporal au 205<sup>e</sup> régiment d'infanterie, décédé des suites de ses blessures à l'hôpital de Castelnaudary.

François Vallot, de la section de Meris (Alier), décédé à la suite d'une blessure reçue le 11 septembre.

François Desnagne, de la 1<sup>re</sup> section, tué le 30 août à Rully.

Paul-Émile Huet, de la 1<sup>re</sup> section, blessé à Nancy et décédé le 1<sup>er</sup> septembre.

Elisée Giraud, soldat au 113<sup>e</sup> territorial tué le 19 septembre, à Taourit (Maroc).

NOS BLESSÉS

Monvoisin, de la section de Fontenay-sous-Bois, blessé à la main et à la jambe, soigné à Pougères.

Poulain, de la section de Fontenay-sous-Bois, blessé à l'épaule.

Pellet, de la section de Fontenay-sous-Bois, blessé à la main.

Briand, de la section de Fontenay-sous-Bois, blessé à la tête.

Couteau fils, de la section de Fontenay-sous-Bois, blessé au pied, en traitement à Mire.

Antoine Bournerie, instituteur, secrétaire de la section d'Ayaut-sur-Alier (Puy-de-Dôme), blessé très gravement le 9 septembre, en traitement à Saint-Brieuc.

Alphonse Galy, de la section de Lavallanet (Ariège), sergent réserviste au 120<sup>e</sup> régiment d'infanterie, bless



# ***L'action socialiste pour la paix***

*[Première partie publiée le 1er octobre 1914]*

Il y a trois ans, dans la série des conférences que j'ai faites dans l'Amérique latine, j'ai beaucoup insisté sur la nécessité du maintien de la paix pour le développement des intérêts américains. L'Europe venait d'être secouée par la crise d'Agadir, et l'expédition de l'Italie en Tripolitaine faisait prévoir de nouveaux troubles et de nouveaux ébranlements. Je me permettais de dire à mes auditeurs, avec cette pleine liberté qu'encourageait leur courtoisie : « Plus que d'autres, vos pays qui sont des pays neufs, ont besoin de la paix. Ils ne peuvent vivre et grandir que par un perpétuel afflux de travailleurs venus du dehors, et il faut que ces travailleurs puissent coopérer tranquillement dans les vastes domaines ou sur les chantiers, sans que le contrecoup de rivalités nationales exaspérées les mettent aux prises. Voyez quel a été l'effet immédiat de la guerre tripolitaine : ouvriers italiens et ouvriers turcs se sont pris de querelle sur les chantiers. Autant que de main-d'œuvre étrangère, les pays nouveaux ont besoin pour s'outiller, pour mettre en valeurs d'immenses territoires de capitaux étrangers. Si la guerre éclate en Europe, ou même si l'état de tension se prolonge, le crédit se resserrera nécessairement. Les banques auront besoin de toutes leurs réserves pour parer aux difficultés des jours de crise, aux paniques, aux demandes de remboursement, et toutes vos entreprises qui reposent sur le crédit fléchiront. » Et je me permettais de dire, en conclusion, que les États de l'Amérique latine devraient, mettant un terme à des rivalités secondaires, s'unir pour faire entendre à l'Europe, d'une même voix, un ardent appel en faveur de la paix.

J'aurais pu ajouter (mais c'eût été sans doute passer les bornes de la discrétion) que dans une grande partie de l'Amérique latine les entreprises d'avenir se compliquaient d'une fièvre de spéculation et qu'un brusque arrêt ou même un ralentissement sensible des concours extérieurs pouvait amener des catastrophes. Partout, à la campagne comme à la ville, les prix des terrains étaient poussés furieusement. La valeur des immeubles montait. Le produit futur des terres dont des chemins de fer projetés ou espérés accroîtraient la plus-value qui était escomptée. Que le courant des capitaux s'arrêtât, c'était la dépréciation, c'était la crise, non pas certes une crise durable, mais une crise profonde. L'activité reprendrait nécessairement, car il y a dans ces pays de merveilleuses ressources encore inexploitées et peu exploitées, et l'Amérique latine peut vivre en quelque mesure sur l'avenir, car l'avenir ne lui manquera pas, mais les périodes de dépression pouvaient être dures à traverser. La guerre des Balkans a eu en effet pour la République Argentine de cruelles conséquences. Et maintenant les pays latins de là-bas savent par une expérience directe de quel prix est pour eux le maintien de la paix européenne et combien leur prospérité dépend de la marche normale des affaires du monde.

Plusieurs des hommes d'État de ce pays me disaient alors : Vous avez raison, mais vous êtes trop ambitieux pour nous. Nous ne sommes pas assez grands, nous n'avons pas assez d'autorité pour donner des conseils à l'Europe : elle se moquerait de nous. Et moi, je leur répondais : « Non, certes, elle ne se rirait pas d'une parole de paix venue de vous. Dans l'état présent du monde, qui est trouble et mêlé, les forces de guerre et les forces de paix sont en balance, il peut suffire d'un appoint léger pour faire pencher en effet la balance dans le sens de la paix. »

Aussi bien la démarche commune de l'Argentine, du Brésil et du Chili intervenant pour essayer de pacifier le Mexique et d'en écarter l'intervention armée des États-Unis vient de prouver ce que pourraient par l'union sincère les États de l'Amérique latine. Quels que soient les résultats positifs de cette médiation, elle a certainement accru l'autorité morale des trois États latins, et peut-être ne me dirait-on plus aujourd'hui, à Buenos Ayres, que l'Amérique latine s'exposerait aux railleries de l'Europe si elle s'avisait de lui donner des conseils de paix. L'Europe d'ailleurs commence à comprendre qu'à raison même de l'enchevêtrement croissant des intérêts, les crises elles-mêmes se compliquent. C'est ainsi que l'Europe vient de pâtir du contrecoup de la crise



économique et financière que ses propres agitations ont déterminée ou aggravée dans les États de l'Amérique latine.

La guerre des Balkans a agi sur l'Europe par des effets directs et aussi par le choc en retour des effets qu'elle a produits en Amérique.

Le monde est donc préparé, sous les dures leçons de l'expérience, à entendre des conseils de sagesse. Et le Parti socialiste recueille de plus en plus dans tous les pays le bénéfice de son action persévérante en faveur de la paix. C'est là à coup sûr une des raisons de la victoire remportée aux élections d'avril et de mai par le socialisme français qui a conquis quatre cent mille suffrages nouveaux et porté de 70 à 101 le nombre de ses représentants à la Chambre.

Ce qui rend cette action socialiste pour la paix émouvante et prenante, c'est qu'elle met en jeu toutes les forces de la nature humaine, depuis l'instinct élémentaire de conservation en ce qu'il a de légitime et nécessaire jusqu'au plus sublime idéalisme. Certes, les socialistes ont beau jeu à démontrer les horreurs de la guerre moderne, à évoquer des champs balkaniques les meurtres et le typhus qui firent plus que décimer les masses armées. Ils ont beau jeu à prévoir les conséquences horribles qu'aurait une grande guerre européenne mettant aux prises des millions d'hommes et déchaînant des puissances de destruction dont on peut en quelques mesures calculer les effets, les puissances d'infection dont les effets sont incalculables. Ils ont beau jeu aussi à dénoncer les charges croissantes de la préparation à la guerre, l'accablement des impôts, la crise périodique des budgets qu'on ne peut équilibrer qu'en pressurant tous les jours davantage le travail et en aggravant la cherté de la vie. Et en ce sens on peut dire qu'ils font appel à l'égoïsme, mais à cet égoïsme qui est pour les sociétés comme pour les individus, la sauvegarde même de la vie. Aussi bien les catastrophes que provoquerait aujourd'hui la guerre universelle sont si vastes qu'il est impossible que l'individu ne s'oublie pas lui-même à les méditer. Elles menaceraient si terriblement toute civilisation que l'égoïste même ne peut pas mettre que de l'égoïsme dans l'appréhension qu'il en a. Ce n'est pas pour eux surtout que les individus s'effraient, mais pour la race humaine dont ils ne sont plus, dans le grand frisson des horreurs pressenties, qu'une infime parcelle. Parmi ceux qui protestent le plus contre la criminelle absurdité de la guerre, contre l'épouvante des destructions organisées, il en est bien peu qui ne consentiraient pas à leur propre disparition s'ils pouvaient par là sauver les peuples de cette épreuve. Contre la mort systématisée, le socialisme fait appel, non seulement à l'instinct de la vie, mais à l'idéal d'une vie supérieure. Il s'élève et il émeut les âmes à l'idée du magnifique triomphe que l'homme remporterait sur lui-même, sur la part de bestialité qui subsiste en lui s'il parvenait à régler sans effusion de sang et sans violence les conflits des intérêts et des passions. Ce serait la victoire de la raison. Ce serait vraiment l'avènement de l'humanité, et toutes les forces bouillonnantes de l'énergie humaine pourraient s'employer aux conquêtes supérieures de la science, de la justice, de la moralité, à un perpétuel effort de culture. Par là, la protestation du socialisme contre la guerre a quelque chose de religieux : elle se rattache aux plus hautes espérances d'avenir fraternel qu'a formées la race humaine et qu'elle a souvent prolongées au-delà même de la vie. Et lorsque les chrétiens de Bâle ont ouvert leur vieille et illustre cathédrale au Congrès international des socialistes réunis pour affirmer leur commune volonté de paix, lorsqu'ils ont permis que nos rouges drapeaux viennent combler le chœur et illuminer les voûtes, ils ont montré qu'ils comprenaient quel haut idéalisme se mêle à la protestation du socialisme contre la guerre. Et quand nos adversaires croient saisir une contradiction entre nos appels à la paix entre les peuples et nos appels à la lutte sociale, ils se méprennent à fond sur notre pensée. Ce n'est pas nous qui instituons la lutte des classes. Elle résulte de la structure actuelle des sociétés ; et elle ne prendra fin que lorsque la société elle-même sera transformée. C'est en vue de cette transformation nécessaire que nous systématisons la lutte. Mais nous voulons en même temps l'humaniser. Nous voulons que par l'action ordonnée de groupements ouvriers toujours plus vastes et par la conquête graduelle du pouvoir politique démocratiquement organisé, les travailleurs soient dispensés de la violence. Et une des choses que nous détestons le plus dans la guerre de nation à nation, c'est qu'elle contient en elle une puissance de sauvagerie qui, par une inévitable contagion, se communiquerait à la lutte sociale. Dans la paix affirmée, garantie, la



révolution sociale même s'accomplirait par des moyens et sous des formes dont l'humanité n'aurait pas à rougir. C'est le sentiment croissant qu'ont les masses de ces vérités et de la liaison de ces vérités qui les amène peu à peu au socialisme.

Mais elles savent aussi (et c'est par là encore que s'explique le succès du Parti socialiste français aux élections récentes) que ce souci de la paix n'exclut en rien, ne diminue en rien, dans le socialisme, le souci de l'indépendance nationale. Et ce n'est pas, si je puis dire, un souci théorique, s'exprimant en formules générales et inefficaces, c'est un souci très positif, très précis et vraiment organique. On peut presque dire que ce qui caractérise la période actuelle en France, c'est l'intérêt que portent le prolétariat, le socialisme, à l'organisation de la Défense nationale. C'était un mouvement inévitable, car il est impossible qu'un grand parti demande à une nation de transformer ses institutions sociales s'il ne l'invite pas en même temps à assurer son indépendance contre toute intervention extérieure, contre toute violence ou toute menace du dehors. À mesure donc que le Parti socialiste grandit, il est amené à préciser ses vues sur l'institution militaire, à proposer la forme d'armée qui lui paraît le mieux convenir à une démocratie moderne en quête de justice sociale dans une Europe encore livrée à tous les hasards. La loi de trois ans a eu ce curieux effet d'accélérer dans le Parti socialiste, dans la classe ouvrière, l'étude des problèmes militaires. Le Parti a compris qu'il ne lui suffirait pas de critiquer, mais qu'il devait encore donner à la nation des garanties supérieures de sécurité. De là, la nécessité d'analyser les termes du problème, de préciser quel était aujourd'hui le rôle des forces de caserne, le rôle des réserves, quel devrait être ce rôle demain. Le prolétariat trouvait à cette recherche un plaisir de critique. Il pouvait juger avec bon sens, avec la connaissance directe qu'a maintenant de la vie militaire tout citoyen-soldat. Il ne s'étonnait pas de constater l'esprit de routine et de débilité qui envahit les grands organismes d'une nation quand ils ne se renouvellent pas aux forces vives de la pensée nouvelle, de l'idéal nouveau. Et il trouvait en même temps un plaisir intellectuel très vif à modeler l'idée de l'institution militaire et la Défense nationale sur les conditions mêmes de la vie moderne. Le jour où les états-majors transformés se rendront compte de cet état d'esprit nouveau et se prêteront en toute sincérité à l'organisation de la nation armée, ils seront soutenus par des énergies innombrables.

*[Seconde partie publiée le 2 octobre 1914]*

De même que le Parti socialiste apporte un plan précis d'organisation militaire, il apporte un plan précis de conduite diplomatique et, si je puis dire, d'organisation de la paix. Affirmer la volonté de paix ne servirait à rien, si l'on ne savait sur quelles bases cette paix doit reposer. Parler de l'arbitrage international pour tous les conflits serait vain si on ne savait pas de quels principes de droit doivent s'inspirer les arbitres. Ce serait le hasard et l'arbitraire des décisions : c'est-à-dire une autre forme de la violence. Et les formes de violences les plus brutales ne tarderaient pas à renaître de ce désordre juridique. Dans le jugement qu'ils portent sur les événements, dans la conduite qu'ils conseillent, les socialistes s'inspirent d'une triple pensée. D'abord, ils veulent que les fractions de peuples qui ont subi les violences de la conquête soient dotées de garanties de liberté, d'institutions d'autonomie qui leur permettent de se développer, de penser, d'agir, selon leur propre génie, sans qu'il soit besoin de remanier ou de briser par la force les cadres créés par la force. Ils n'admettent pas que par la suite des années, si longue soit-elle, le droit des peuples puisse être prescrit ; mais ils pensent que les moyens de revendiquer et de réaliser ce droit peuvent varier avec les conditions mêmes de la civilisation et l'état politique du monde. La démocratie est une grande force nouvelle, qui fournit même aux problèmes nationaux des solutions nouvelles. Certes, les Irlandais opprimés, expropriés, affamés par l'aristocratie Anglaise, ont eu plus d'une fois recours à la violence ; ils ont multiplié « les attentats » ; mais enfin, à mesure que grandit la démocratie anglaise, l'Irlande n'a pas besoin pour se libérer de recourir à ce soulèvement national et de se constituer en un État politiquement séparé. Il lui a suffi, pour obtenir enfin le *Home Rule*, d'exercer une action continue au Parlement anglais. Que la démocratie se développe en Russie, et les libertés finlandaises seront rétablies ; la Finlande, retrouvant sa pleine autonomie dans la grande liberté commune, ne demandera pas mieux que



de rester associée à l'immense vie du peuple russe devenu un peuple libre. Que l'entière démocratie se réalise en Russie, en Allemagne, en Autriche-Hongrie, le problème de Pologne, le problème Sleswig et de l'Alsace-Lorraine, le problème de la Bosnie-Herzégovine et de la Croatie sont résolus sans que les peuples aient été jetés les uns sur les autres, sans qu'appel ait été fait au glaive. La direction de l'effort socialiste, dans le monde entier, est très nette. On peut dire avec certitude que là est la solution des difficiles problèmes qui pèsent sur l'Europe, et qu'elle n'est que là. Les plus « nationalistes » des Français, les plus chauvins, le reconnaissent puisqu'ils proclament qu'ils ne veulent en aucun cas prendre l'initiative de la guerre, qu'ils ne méditent aucune « revanche », et que c'est uniquement dans une pensée défensive qu'ils ont demandé la loi de trois ans. Mais quoi ! S'il ne dépend que d'eux, si l'Allemagne ne prend pas l'initiative d'une agression, les années passeront, les générations et les siècles passeront sans que le problème de l'Alsace-Lorraine soit posé. Ce serait donc l'abandon éternel s'il n'y avait pas d'autre solution que la force. Le progrès de la démocratie et du socialisme ouvre seul une issue.

Notre deuxième principe, notre deuxième règle, c'est que l'Europe peut et doit poursuivre son expansion économique à travers le monde sans porter atteinte à l'indépendance des États, sans violenter les populations. La sagesse le commande comme l'équité. Partager la Turquie, ce ne sera pas seulement commettre un attentat ; ce sera mettre aux prises dans toute l'étendue de l'Asie-Mineure, les rivalités aiguës des gouvernements européens. Démembrer ou essayer de démembrer la Chine, ce ne sera pas seulement commettre un crime, arrêter la formation d'un grand organisme qui cherche à s'adapter aux conditions de vie du monde moderne ; ce sera ouvrir un formidable conflit entre les diverses ambitions européennes. À coup sûr le procédé le plus commode en apparence, pour les appétits impatients, c'est de dépecer, c'est de conquérir, d'asservir. Il est ou du moins il paraît plus malaisé de s'astreindre à une longue et lente pénétration économique, et de développer avec tous les peuples des relations d'affaires sans les brutaliser, sans les offenser. Mais si cette tâche est plus difficile, elle est plus haute et plus féconde. Peut-être la prudence se mettra-t-elle ici du côté de la justice. Il semble, à plus d'un symptôme, que les gouvernements les plus mégalomanes s'effraient du péril d'une trop vaste expansion de puissance. Étendre dans le monde entier sa domination, annexer des territoires, instituer des protectorats, définir des sphères d'influence si strictement closes qu'elles ressemblent à une occupation de conquête, c'est, pour un peuple, multiplier sa surface vénérable.

Le mieux est, et c'est la troisième règle proposée par les socialistes, de négocier une entente des peuples européens pour une libre association des efforts industriels, commerciaux et financiers qui tendent à un meilleur aménagement de la planète. Pas de protection exclusive, pas de monopole : mais une coopération où chaque groupement national aura une part d'influence proportionnée à son effort réel, à la somme de capitaux, à la somme de travail qu'il est décidé à engager dans l'entreprise. Il pourra y avoir, sur tel ou tel point particulier, difficulté d'appliquer cette règle, mais c'est là précisément qu'interviendra l'arbitrage, dirigé par un principe. Et dans l'ensemble il sera aisé de concilier toutes les prétentions et de donner libre jeu à toutes les forces réelles et sincères de la production.

De même que la démocratie, le capitalisme a besoin des ressources de souplesse, des facilités de combinaison qui rendent possible et même aisée la solution de bien des problèmes. Au fond, l'orgueil et l'ignorance divisent les peuples plus que l'intérêt. Sous certaines règles d'équité les intérêts se peuvent accommoder, et il y a une limite naturelle à leurs prétentions, parce qu'il y a une limite à leur importance réelle. Au contraire, l'orgueil de domination est intraitable, et l'effort du socialisme est de l'éliminer des choses humaines.

On voit par là combien est absurde de dire que le socialisme est une force purement critique et négative. En tout ordre de problèmes, il y fait à la fois œuvre critique et œuvre positive, acte d'opposition et acte d'organisation. Et c'est, là, sans doute, la raison décisive de ses progrès. Il apparaîtra de plus en plus comme la solution unique, ou, si l'on aime mieux, comme le seul système de solutions.

La faiblesse de la démocratie radicale, c'est qu'elle n'a pas de doctrine, c'est qu'elle ne peut pas coordonner son action selon un ferme dessein, vers un but défini. À coup sûr, étant une force de



démocratie, elle est une force d'avenir, et en bien des points son effort peut coïncider avec celui du socialisme. Mais il n'y a rien d'assuré dans sa marche et cette coïncidence même, quand elle se produit, est toute extérieure. De là pour nous en ce moment l'impossibilité de prévoir et de définir quelle sera demain la situation politique française. Les élections dernières ont marqué certainement ce qu'on appelle « une poussée à gauche ». Le Parti socialiste a grandi ; le radicalisme démocratique s'est affirmé avec plus de netteté. On pouvait croire que les deux partis de gauche travailleraient à la réalisation de la partie commune de leur programme. On peut se demander maintenant, deux mois après les élections, s'ils ne vont pas se heurter.

Le Parti socialiste s'est-il donc rendu coupable d'intransigeance ? A-t-il émis la prétention sectaire que le parti radical aille au-delà de son propre programme ? Pas le moins du monde. Il n'a cessé de dire qu'il ne demandait aux radicaux, pour les soutenir à fond, que d'appliquer leur programme à eux. Ils ont cru un moment que la politique claire et forte voulue par le pays allait s'engager : et quand le ministère Ribot<sup>1</sup> a été renversé le jour même où il s'est présenté devant la Chambre, par les votes concordants des socialistes et des radicaux, les socialistes ont salué d'acclamations confiantes la victoire de la gauche. Par malheur les radicaux ont manqué de confiance en eux-mêmes. Sur la question du retour à la loi de deux ans ils ont biaisé, ils ont abandonné leurs affirmations du Congrès de Pau ; ils y ont substitué, dans la déclaration du ministère Viviani approuvée par eux, les formules les plus dilatoires et les plus décevantes. Il est vrai qu'ils ont essayé ensuite de se ressaisir, et qu'ils ont envoyé siéger à la commission de l'armée des adversaires déclarés de la loi de trois ans<sup>4</sup>. Mais ces problèmes immenses veulent être abordés avec résolution et avec foi. Comment la nation aura-t-elle confiance dans un système démocratique de défense nationale, si ceux-là mêmes qui ont pris l'engagement de le réaliser semblent pris de doute et voués à toutes les hésitations et à toutes les contradictions ? Les problèmes qui pressent la France sont formidables : problèmes extérieurs, problèmes intérieurs. Il faut qu'elle assure son indépendance et son intégrité contre toutes les menaces extérieures sans voiler son idéal de paix, sans compromettre son développement de démocratie. Il faut qu'elle comble, dans son budget, le déficit le plus formidable qu'elle ait jamais connu<sup>5</sup>, même au lendemain de la guerre franco-allemande, et cela sans accabler ses forces productives et sans renoncer aux œuvres urgentes de progrès social. Tous ces problèmes ne sont pas au-dessus des forces de la France, qui abonde en ressources d'argent, de travail et de génie. Mais il faut qu'un grand idéal, lumineux et chaud, ordonne et passionne ces énergies, les hausse au-dessus des difficultés passagères. Ce qui fait la force du socialisme, en France comme dans le monde entier, c'est que son action est dirigée et animée par un idéal. Il est appelé à devenir de plus en plus le centre vivant de la démocratie française dont l'influence morale sur l'Europe sera par là fortifiée, au grand profit de la paix.